Document généré le 01/04/2026 14:24

Cahiers de recherche sociologique

Trois interprétations du post-fordisme : la technologie, le marché et les institutions

Mark J. Elam

Numéro 18-19, 1992

Entreprises : approches théoriques et études de cas

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1002303ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1002303ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)
1923-5771 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Elam, M. J. (1992). Trois interprétations du post-fordisme : la technologie, le marché et les institutions. *Cahiers de recherche sociologique*, (18-19), 25–53. https://doi.org/10.7202/1002303ar

Résumé de l'article

Ce texte tente de démêler l'écheveau que constitue le débat sur le post-fordisme, un débat qui s'inscrit dans un questionnement plus large sur l'avenir du capitalisme et qui resurgit de manière particulièrement virulente dans les périodes de Crise et de transition. Trois perspectives d'analyse du post-fordisme sont identifiées et analysées ici, chacune rattachée à une tradition précise de l'économie politique classique et, de fait, insistant sur différentes forces guides du capitalisme. Ces trois interprétations de la présente phase du capitalisme manifestent le désaccord sur la signification du post-fordisme : s'agit-il d'un dépassement du fordisme ou renvoie-t-il à la formation d'initiatives stratégiques et à un tournant historique?

Copyright © Cahiers de recherche sociologique, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Cahiers de recherche sociologique, nos 18-19, 1992

Trois interprétations du post-fordisme: la technologie, le marché et les institutions

Mark J. ELAM*

Le débat sur le post-fordisme est l'expression contemporaine d'un débat classique sur l'avenir du capitalisme, sa dynamique et sa survie, débat qui refait régulièrement surface dans les périodes d'incertitude et de transition. Il reflète en effet une certaine préoccupation à l'égard du devenir du capitalisme étatsunien et le déclin de l'hégémonie des États-Unis dans l'économie mondiale. De nouveaux modèles pour l'avenir du capitalisme semblent être en émergence. Et, de nouveaux paradigmes industriels semblent sonner le glas de la diffusion généralisée du fordisme et de l'*American Way of Life*. Toutefois, l'importance des possibilités offertes par les nouvelles technologies pour constituer les bases d'une nouvelle phase du capitalisme qualitativement différente demeure une question ouverte.

Dans le contexte qui nous occupe, le débat sur le post-fordisme témoigne d'une réévaluation complète et d'une reformulation partielle des théories classiques du capitalisme. On s'interroge principalement sur la justesse, pour la période actuelle, de théories énoncées au siècle dernier et sur la possibilité de revitaliser et de réaffirmer ces idées sous une forme, bien sûr, revue et corrigée. J'aborderai ici trois perspectives sensiblement différentes sur le post-fordisme, toutes trois démontrant un regain d'intérêt pour trois théories classiques sur la nature du capitalisme.

Premièrement, la perspective *néo-schumpeterienne* sera analysée à travers les travaux récents de Christopher Freeman et Carlota Perez[1], qui tentent de caractériser

---

* Mark J. Elam est professeur à l'Université de Linköping, en Suède. Ce texte paru en anglais sous le titre de "Puzzling Out the Post-Fordist Debate: Technology, Markets and Institutions" dans *Economic and Industrial Democracy,* vol. 11, no 1, février 1990, p. 9-37. La traduction a été effectuée par Normand Pépin, doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal; la vérification finale a été réalisée par Benoît Lévesque et Paul R. Bélanger. Le Comité de rédaction des *Cahiers de recherche sociologique* remercie la revue *Economic and Industrial Democracy*, pour avoir autorisé la traduction et la publication de cet article.

[1] Voir notamment C. Perez, "Microelectronics, Long Waves and World Structural System: New Perspective for Developing Countries", *World Development*, 13, 1985,

les différentes phases du développement capitaliste en fonction de leur teneur technologique. Ainsi, l'histoire du capitalisme est celle des révolutions technologiques et l'ère post-fordiste devient synonyme de dictature des technologies de l'information. Deuxièmement, j'identifie une perspective *néo-smithienne*, dont les figures de proue sont Michaël Piore et Charles Sabel. Dans leur ouvrage *Les chemins de la prospérité*[2], ces deux auteurs considèrent que l'évolution des marchés détermine, en dernière instance, les différentes étapes historiques du capitalisme. L'ère post-fordiste est marquée par l'instabilité nouvelle, l'incertitude et la fragmentation apparemment irréversible des marchés dans les principales économies capitalistes. Ce processus de grande envergure, sinon généralisé, de fragmentation des marchés entraîne des conséquences fondamentales pour l'organisation de la production et pour le choix des techniques. Troisièmement, j'explorerai une perspective *néo-marxiste*, telle que portée tant par l'école française de la régulation que par Michaël Burawoy[3]. Cette perspective s'élève au-delà de la

---

p. 441-463; C. Perez, "Structural Change and Assimilation of New Technologies in the Economic and Social System", dans C. Freeman (dir.), *Design Innovation and Long Cycles in Economic Development*, Londres, Pinter, 1986; C. Freeman, "Japan: a New National System of Innovation?", dans G. Dosi *et al.* .(dir.), *Technical Change and Economic Theory*, Londres, Pinter, 1988; C. Freeman et C. Perez, "Long Waves and Changes in Employment Patterns", texte préparé pour la conférence ALC, Saltsjöbaden, Stockholm, 6 au 9 juin 1988; C. Freeman et C. Perez, "Structural Crisis of Adjustment, Business Cycles and Investment Behaviour", dans G. Dosi *et al.* (dir.), *Technical change and Economic Theory*, Londres, Pinter, 1988.

[2] M. Piore et C. Sabel, *The Second Industrial Divide*, New York, Basic Books, 1984, paru en français en 1989 sous le titre de *Les chemins de la prospérité. De la production de masse à la spécialisation souple*, Paris, Hachette. Outre Piore et Sabel, pour bien comprendre les tenants et aboutissants de cette perspective, on peut se référer à C. Sabel et J. Zetlin, "Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technology in Nineteenth Century Industrialization", *Past and Present*, 108, 1985, p. 133-176; M. Piore, "The Technological Foundations of Dualism and Discontinuity", dans S. Berger et M. Piore (dir.), *Dualism and Discontinuity in Industrial Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980; et C. Sabel, *Work and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

[3] On se référera ici à R. Boyer, "Technical Change and the Theory of 'Regulation'", dans G. Dosi *et al.* (dir.), *Technical Change and Economic Theory*, Londres, Pinter, 1988; R. Boyer, *The Search for Labour Market Flexibility*, Oxford, Clarendon, 1988; A. Noël, "Accumulation, Regulation and Social Change: an Essay on French Political Economy", *International Organization*, 41(2), 1987, p. 303-333; L. Mjöset, "Regulation and the Institutionnalist Tradition", dans L. Mjöset et J. Bohlin (dir.), *Introduksjon til reguleringskolen*, Aalborg, Nordisk Sommer-universitet, 1985; B. Jessop, "Regulation Theory, Post-Fordism and the State", *Capital and Class*, 34, 1988, p. 147-168; A. Lipietz, *Mirages and Miracles*, Londres, Verso, 1987, version anglaise de *Mirages et miracles: Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 1985; M. Aglietta, *A Theory of Capitalist Regulation*, Londres, NLB, 1979, version anglaise de *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976; M. De Vroey, "A Regulation Approach Interpretation of Contemporary Crisis", *Capital and Class*, 23, 1984, p. 45-66; M. Burawoy, *Manufacturing Consent*, Chicago,

sphère des déterminismes techno-économiques et met en relief l'existence d'une seconde constellation d'innovations dans le développement du capitalisme; une sphère largement autonome de forces "politico-institutionnelles". Ainsi, nous sommes confrontés à *deux* dynamiques de base émergeant du fondement des relations sociales capitalistes, et l'ère post-fordiste n'est pas simplement associée aux changements technologiques et à un nouveau régime d'accumulation, mais aussi aux transformations institutionnelles et à un nouveau mode de régulation.

La perspective néo-schumpeterienne

La reformulation faite par Schumpeter des cycles longs de Kondratief dans le développement des économies capitalistes constitue, on s'en sera douter, le point de départ théorique de cette perspective. Selon Schumpeter, ces cycles d'environ cinquante ans reflètent un processus de destruction créatrice et de changements à long terme dans la base technologique de l'économie:

> *The fundamental impulse that sets and keeps the capitalist engine in motion comes from the new consumer's goods, the new methods of production or transportation, the new markets, the new forms of industrial organization that capitalist enterprise creates*[4].

Christopher Freeman et Carlota Perez ont contribué à mieux faire comprendre la nature des changements technologiques, grâce à l'extension et au raffinement qu'ils ont apportés aux préceptes de base élaborés par Schumpeter. Selon eux, les tempêtes de la "destruction créatrice" se lèvent périodiquement pour nous apporter des sauts quantitatifs importants de la productivité industrielle et ainsi constituer des révolutions technologiques fondamentales. Chacune de ces révolutions est composée d'une "grappe d'innovations radicales" qui imposent ni plus ni moins un nouvel ensemble de principes dans la production capitaliste, ainsi que la nouvelle meilleure façon de faire. Au fur et à mesure que le stade critique se rapproche, il devient très difficile à une économie nationale et aux firmes individuelles de se soustraire au nouveau régime technologique.

Chicago University Press, 1979; M. Burawoy, *The Politics of Production*, Londres, Verso, 1985. Il est permis de regrouper Burawoy et l'école française de la régulation en raison de leur recherche commune de l'interdisciplinarité. Bien qu'à des niveaux d'analyse différents, ils cherchent à briser la compartimentalisation entre l'économie et la politique pour les réunir en un cadre d'analyse intégré et dynamique.

[4] J. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, Londres, Allen and Unwin, 1979, p. 83.

Paradigmes techno-économiques et déterminisme technologique

La nature *systémique* des révolutions technologiques donne naissance aux "paradigmes techno-économiques"; changements qualitatifs dans la production capitaliste qui excèdent la simple somme des changements techniques —des mondes du travail complètement nouveaux avec leurs nouvelles normes de rendement; de nouveaux modèles pour le management; de nouveaux modes de localisation des usines; de nouveaux secteurs à forte croissance et une échelle de production optimale redéfinie[5]. Chaque paradigme techno-économique s'appuie sur un "facteur clé" de la production qui peut jouer un "rôle moteur" dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies: un coût relatif bas et diminuant rapidement; un approvisionnement quasi illimité à toutes fins utiles; un potentiel de généralisation dans toute la sphère productive; une capacité de réduire les coûts et de changer la qualité de l'équipement en capital, les besoins en main-d'oeuvre et les autres intrants dans le système[6].

Aujourd'hui, à l'aube du "cinquième kondratiev" et du "paradigme des technologies de l'information", le facteur clé est sans nul doute la micro-électronique qui alimente constamment le sens commun tant technique qu'organisationnel. Après 1930, ce rôle avait été joué par le pétrole et ses dérivés pétro-chimiques. Dans les années 1880-1890, le bas coût de l'acier avait modelé la croissance des industries à haute technicité. La prospérité de l'ère victorienne était, quant à elle, basée sur le charbon devenu bon marché et sur les moyens de transport mus à la vapeur. Enfin, la Révolution industrielle (le "premier kondratiev") s'était faite à partir du coton et de la fonte.

La perspective néo-schumpeterienne doit être critiquée pour son déterminisme technologique excessif. On y dénote une tendance de fond à ne considérer les changements qualitatifs significatifs au sein du capitalisme que comme "facteurs clés" et à les réduire à leurs seuls contenus technologiques tangibles — le matériel *hardware* technologique fluctuant de l'histoire. Freeman et Perez, qui ne sont pas aveugles à ce *réductionnisme* de leur théorie, se sont efforcés de compléter (sans le faire disparaître pour autant) le déterminisme qu'ils accordent aux innovations techniques radicales par d'autres éléments. Ainsi, les longs cycles de Kondratiev ne sont pas définis uniquement comme des phénomènes *"techno-économiques"*, mais comme *"manifestation, measurable in economic terms, of the harmonious or disharmonious behaviour of the* total socio-economic and institutionnal system *(on the national and international levels)*[7]".

---

[5] C. Perez, "Microelectronics, Long Waves and World Structural System: New Perspective for Developing Countries", article cité, p. 44.

[6] C. Perez, "Structural Change and Asssimilation of New Technologies in the Economic and Social System", article cité, p. 32; C. Freeman et C. Perez, "Structural Crises of Adjustment, Business Cycles and Investment Behaviour", article cité, p. 48.

[7] C. Perez, "Structural Change and Assimilation of New Technologies in the Economic and Social System", article cité, p. 27, je souligne (M. J. E.).

La transition d'un paradigme techno-économique à l'autre est vue comme entraînant "une transformation tout aussi profonde des cadres sociaux et institutionnels[8]". Cependant, malgré cette attention apparente à la dimension institutionnelle, l'histoire du capitalisme demeure celle des innovations techno-économiques, puisque ce sont celles qui mettent en branle le changement, forçant les "anciens" cadres socio-institutionnels à réagir et à s'ajuster:

> *While in nature, it is the external environment that forces the adaptation of the living species; in economic development, it would be the environment that is reshaped to suit the potential of the new genetic pool. Yet it must be emphasized that, in spite of appearances, we are not making an argument for* mere *technological determinism. The variety of suitable environment is quite large, and whatever specific form is arrived at, from the wide range of specific options, will in turn determine the preferred ways in which the latent technological potential develops through strong "feedback" selective action and gradual mutual adjustment*[9].

Le "socio-institutionnel" est ici clairement subordonné au "techno-économique" et l'autonomie du premier est sérieusement réduite par l'accent mis sur le second. En ce qui a trait à l'ère post-fordiste, le paradigme naissant de la technologie de l'information a tout de même permis de jeter un coup d'œil sur l'avenir et a convaincu de la nécessité d'une "réconciliation complète des comportements sociaux et des institutions" pour faciliter l'avènement d'une période de croissance nouvelle et harmonieuse[10]. Même si la notion de contexte socio-institutionnel peut élargir la perspective néo-schumpeterienne, elle demeure, à ce jour, une constellation éparse et sous-évaluée[11]. Ce qui peut être aussi interprété comme découlant obligatoirement de la réticence intrinsèque à la perspective néo-schumpeterienne de rendre compte adéquatement des relations sociales en général. Cette perspective a toujours donné préséance aux technologies tangibles, mais impersonnelles, par rapport aux autres forces moins directement palpables et qui néanmoins façonnent elles aussi l'économie et la société. Au sein même de la sphère techno-économique, le domaine des technologies *incarnées* a continuellement dominé celui des technologies *désincarnées*, lesquelles peuvent maintenant, trop facilement, être rangées dans le fourre-tout du contexte socio-institutionnel[12].

---

[8] C. Freeman et C. Perez, Structural Crises of Adjustment, Business Cycles and Investment Behaviour", article cité, p. 57.

[9] C. Perez, Microelectronics, Long Waves and World Structural System: New Perspective for Developing Countries", article cité, p. 445, je souligne.

[10] C. Freeman et C. Perez, "Structural Crises of Adjustment, Business Cycles and Investment Behaviour", article cité, p. 59.

[11] R. Kaplinsky, *Automation*, deuxième édition à paraître, 1988.

[12] *Ibid.*

Il apparaît que la "taxinomie des innovations"[13] établie par Freeman — taxinomie basée sur une longue série de travaux empiriques menés au Science Policy Research Unit (Sussex) où est née la notion de paradigme techno-économique — laisse peu de place aux innovations sociales moins tangibles qui existent toujours côte à côte avec les innovations techniques, il est vrai plus concrètes et plus rapides. Ainsi, des innovations importantes dans la façon d'"organiser matériellement[14]" le procès de production ont été cruellement négligées par la perspective néo-schumpeterienne. Afin de bien prendre en compte ces innovations sociales, la perspective néo-schumpeterienne devra porter son regard ailleurs que sur les technologies génériques et les éléments de production les plus visibles. Elle devra scruter davantage les modèles spécifiques de relations sociales et les bases parfois plus opaques sur lesquelles s'établissent les différents paradigmes productifs, bases qui ne peuvent être exhumées que par l'étude de lieux de travail précis dans un contexte socio-culturel, lui-même particulier. L'importance des innovations sociales et la nécessité d'étudier les modèles de relations sociales dans leur spécificité pour mieux comprendre le vaste processus du changement technologique s'imposent de plus en plus surtout après les nombreuses études qui, récemment, ont tenté d'expliquer les raisons de la montée en puissance du Japon parmi les économies capitalistes avancées.

Le paradigme Toyota: "L'automatisation à esprit humain"

> *It is often thought that the Japanese superiority in automobile productivity arises from their more advanced utilisation of electronics-based automation technologies. Indeed, it is currently the case that with the possible exception of Fiat, a number of Japanese firms are the leaders in this type of automation. Yet this was not always the case and until 1983 or so, most of the Japanese firms were laggard in this respect. The point is that the major improvements in productivity arose before electronics technologies were widely used*[15].

Il serait extrêmement difficile d'expliquer les "sauts quantitatifs" importants survenus dans la productivité de l'industrie japonaise depuis la guerre uniquement en termes de révolution technologique, au sens de la perspective néo-schumpeterienne. En effet, la simplicité et la frugalité s'imposent souvent comme

---

[13] Cette taxinomie englobe aussi bien les innovations cumulatives *(incremental)*, les innovations radicales que les nouveaux systèmes technologiques et les paradigmes techno-économiques nouveaux. Les innovations sociales considérées comme apprentissage par essai et erreur tombent généralement sous le vocable d'innovations cumulatives et de ce fait ont une signification moindre que les autres.

[14] A. Sayer, "New Developments in Manufacturing and Their Spatial Implications", *Sussex Working Papers in Urban and Regional Studies*, 49, Brighton, University of Sussex, 1985, p. 15.

[15] R. Kaplinsky, "Restructuring the Capitalist Labour Process: Some Lessons from the Automobile Industry", *Cambridge Journal of Economics*, 12, 1988.

les caractéristiques les plus importantes du système productif japonais, au détriment de la complexité et de la témérité[16]. De ce fait, certains préfèrent comparer la production automobile japonaise à l'exploitation d'un supermarché plutôt qu'au lancement d'une navette spatiale[17]. Chez Toyota, le plus grand constructeur automobile, jamais le processus d'automatisation n'aura consisté à miser aveuglément sur les prouesses des technologies micro-électroniques ni à remplacer purement et simplement le travail manuel par des machines contrôlées par ordinateur[18]. Une des dimensions principales et un élément central dans le système de production Toyota réside dans ce que Monden appelle *"autonomation"*, soit "l'automatisation à esprit humain[19]". À l'opposé de formes d'automatisation plus sophistiquées, à base de systèmes manufacturiers flexibles (FMS), de machines-outils contrôlées par ordinateur, de robots et de systèmes de conception-fabrication assistée par ordinateur (CAO/FAO), l'*autonomation* est, pour l'essentiel, une innovation d'ordre social, relativement simple et peu coûteuse. Elle présente de nombreux avantages par rapport à une approche de l'automatisation fondée uniquement sur la gadgetisation technologique parce que l'*autonomation* est souvent mieux apte à assurer la qualité, la flexibilité et la constance de la production. Encore plus important, l'*autonomation* demeure un processus beaucoup plus fluide que ne peut l'être l'automatisation contrôlée par ordinateur, qu'on pourrait considérer comme une *autonomation* solidifiée.

Le principal dessein de l'*autonomation* est d'en arriver à une "détection automatique des défauts de production", de telle sorte qu'aucune pièce défectueuse ne puisse passer inaperçue sur la ligne de montage. Le jugement et l'arbitraire humains sont donc essentiels à l'*autonomation*, même si leur sont souvent adjoints des systèmes "mécatroniques[20]" pour s'assurer que le processus soit d'un étanchéité à toute épreuve. L'*autonomation* indétraquable est en fait la réalisation concrète du "sans défaut". Voici d'ailleurs deux exemples concrets des accomplissements du système d'autonomation chez Toyota[21]: 1) à un poste de soudure par points, on a installé un compteur qui enregistre automatiquement le nombre de soudures et qui, le cas échéant, déclenchera une alarme sonore si jamais le nombre compté diffère du

---

16 R. Schonberger, "Frugal Manufacturing", *Harvard Business Review*, 65(5), 1987, p. 95-100.

17 R. Cole, "Target Information for Competitive Performance", *Harvard Business Review*, 63(3), 1985, p. 100-109.

18 Nissan semble avoir développé un système de production pratiquement similaire à celui de Toyota. Dans leur nouvelle usine du nord-est de l'Angleterre, il n'y a encore que vingt-quatre robots, dont vingt et un servant à l'assemblage des carrosseries.*The Economist*, 10 août 1988.

19 Y. Monden, *Toyota Production System*, Industrial Engineering and Management Press, 1983.

20 La mécatronique semble être un phénomène typiquement japonais. C'est un processus de fusion technologique entre la mécanique et les technologies électroniques. Voir F. Kodama, "Japanese Innovation in Mechatronics Technology", *Science and Public Policy*, 13(1), 1986, 44-51.

21 Y. Monden, *op.cit.*

nombre requis; 2) pour s'assurer qu'un travailleur mette bien toutes les pièces requises dans la boîte à expédier, des voyants électroniques sont installés devant chaque bac à pièces de façon que la main du travailleur interrompe le faisceau lumineux en prenant une pièce. Ce n'est que lorsque tous les faisceaux lumineux auront été coupés que la boîte pourra être libérée et quitter le poste de travail en question. Dans les deux cas, les opérations sont simplifiées au minimum et le cycle de travail tend à s'uniformiser. Donc, dans les usines Toyota *autonomatisées*, la production, bien que flexible, sans anicroche et sans défaut de production, n'est pas habituellement dirigée par des systèmes informatiques sophistiqués. La production repose plutôt sur le jugement humain, auquel s'ajoute toute une série d'alarmes sonores ou lumineuses. Il faut encore ajouter à ces dispositifs simples, les lumières multicolores (*andons*) qui indiquent en tout temps l'état de la ligne de montage et les cartes-étiquettes (Kanbans) qui circulent vers l'amont de la chaîne et qui renferment les instructions sur les quantités de pièces et de matériaux nécessaires à chaque étape. Les Kanbans sont souvent considérés comme l'ingrédient essentiel du système de production Toyota, ce qui n'est pas du tout surprenant compte tenu du fait qu'ils sont littéralement le symbole d'une technologie extrêmement efficace malgré son caractère peu spectaculaire. En fait, les Kanbans sont les réels substituts d'une stratégie *hi-tech* tous azimuts. Écoutons à cet sujet un assistant de Toyota:

> *Although we use computers for working out monthly production schedules and production volumes, our daily variations of productions are all controlled by the movement of Kanban. If we were to use computers for the fine-tuning of the production schedule in lieu of Kanban, we would probably need a capacity 20 times what we now have. Moreover, even with such computer capabilities we would not be able to do all the jobs that Kanban does for us. No computer programme can predict the fluctuations in automobile productions*[22].

Devant de telles affirmations, il est bon de se demander jusqu'à quel point l'automatisation étincelante et rutilante constitue vraiment une suite logique ou inévitable de l'*autonomation* à contenu humain. Il est clair que les avantages d'une *autonomation* fluide vont continuer à se manifester alors que les risques et obligations liés à une automatisation plus dure rendent incertains son adoption. En supposant la disponibilité d'une force de travail adéquate, prête et apte à participer pleinement dans les pratiques d'*autonomation* et à internaliser ses buts, les incitatifs à automatiser plus classiquement apparaissent effectivement bien minces. Donc, pour conclure cette digression sur l'industrie japonaise, nous dirons que si l'écart de productivité en faveur de firmes comme Toyota peut être attribué à l'émergence d'un nouveau paradigme techno-économique adapté à l'ère post-fordiste, les innovations sociales et les changements importants au plan de l'*organisation* matérielle de la production ne peuvent plus être ignorés. Celles-ci doivent alors

---

22 Cité dans R. Cole, article cité, p. 103.

faire l'objet d'une attention aussi soutenue que les innovations techniques et que les changements plus visibles dans la *composition* matérielle de la production.

En attribuant un rôle central aux innovations sociales dans le vaste processus de changements technologiques, on ne peut qu'être amené à rejeter l'accent mis sur la micro-électronique dans la perspective néo-schumpeterienne, qui la considère, rappelons-le, comme un "facteur clé" et, de ce fait, lui attribue un "rôle directeur". Cet accent fait sombrer la perspective néo-schumpeterienne dans un déterminisme technologique étroit et rigide, déterminisme qui peut être en majeure partie neutralisé en focalisant davantage sur les innovations sociales. Ainsi, non seulement le "techno-économique" aura-t-il un contenu nettement social, mais la notion néo-schumpeterienne de contexte socio-institutionnel se verra insuffler une vie nouvelle et une autonomie beaucoup plus grande. Si les notions de forces technologiques "nouvelles" et d'"anciens" contextes institutionnels acquièrent *toutes deux* un contenu, pour l'essentiel, d'ordre social, il apparaîtra beaucoup plus nettement que le caractère des changements qualitatifs pourra être aussi bien *négocié* activement qu'adapté passivement.

La perspective néo-smithienne

Alors que Freeman et Perez conçoivent l'ère post-fordiste comme l'aube du "cinquième kondratiev", Piore et Sabel se contentent d'en parler en termes d'une deuxième coupure industrielle (*second industrial divide*). Après le règne de la production de masse et du système de production fordiste, on ne voit pas s'ouvrir un nouveau kondratiev, mais un "court interlude d'ouverture[23]" avant qu'une nouvelle trajectoire technologique ne se fige pour une période plus ou moins longue. Un peu à la manière de l'approche néo-schumpeterienne, Piore et Sabel parlent également de "paradigmes technologiques", mais cette fois, les rôles sont inversés, et l'accent est mis sur les innovations sociales et, secondairement, sur les technologies.

L'ère de la production de masse a été caractérisée par un paradigme d'organisation du travail fondé sur la division des tâches poussée à l'extrême et dont les limites ont été atteintes. Ainsi, le temps serait venu d'introduire de nouvelles innovations sociales au sein de la production; Piore et Sabel entrevoient une constellation formée de ces innovations sociales comme socle du nouveau paradigme technologique de la "spécialisation souple" — un monde du travail sensé être plus efficace et plus humain. Cependant, la spécialisation souple ne serait qu'une des voies possibles parmi les nombreux mondes de la production pouvant détrôner le fordisme vieillissant. Le paradigme qui façonnera l'avenir de la production capitaliste ne se verra couronner vainqueur qu'après une période de

---

[23] C. Sabel et J. Zeitlin, "Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technology in Nineteenth Century Industrialisation", *op. cit.*, p. 162.

concurrence frénétique entre divers possibles. Quand la nouvelle trajectoire technologique aura été assise et que les lourds investissements en infrastructure auront été faits, les paradigmes concurrents tomberont inévitablement en désuétude. Piore et Sabel considèrent que ce sont les forces politiques et l'exercice du pouvoir économique qui décrètent, en dernière instance, la trajectoire technologique à suivre, et *non pas* le seul potentiel technologique des paradigmes qui s'affrontent[24]. Toutefois, dans leur analyse des périodes de transition, la force politique la plus puissante tend à se réduire de manière significative aux *forces du marché*, alors que l'exercice du pouvoir économique se réduit au *pouvoir du marché*. Donc, même si la "piste étroite" du progrès technologique est écartée, le spectre d'un déterminisme par le marché paraît tout proche.

Coupure industrielle et théorie dualiste

Pour replacer conceptuellement l'origine des travaux de Piore et Sabel sur la deuxième coupure industrielle, il semble important d'examiner la contribution préalable de Piore à la théorie du dualisme industriel[25]. L'idée d'un dualisme généralisé au sein des sociétés industrielles a acquis ses lettres de noblesse dans les années soixante-dix, surtout aux États-Unis. De nombreuses dichotomies ont alors été mises au jour traversant des systèmes économiques fort différents et on a tenté d'en trouver les phénomènes explicatifs communs. Les dichotomies identifiés peuvent être classées en trois grandes catégories: 1) dans la structure des entreprises des économies industrielles modernes: dichotomie entre un vaste secteur monopoliste et un petit secteur concurrentiel; 2) dans les économies en voie de développement: dichotomie entre un secteur moderne et organisé et un secteur traditionnel et largement informel; 3) dans le marché du travail: entre un noyau stable de travailleurs bien rémunérés (habituellement des hommes de race blanche) et une périphérie instable de travailleurs mal payés (habituellement des femmes et des gens de couleur)[26].

Sous-jacente à l'analyse dualiste, la volonté politique de lier le triste sort des infortunés des pays développés à celui des pays en voie de développement était claire. Un tel lien a forcé Piore a délaisser le champ de l'économie néo-classique pour retourner à l'économie politique classique; ou plus précisément encore, à ce que Piore lui-même appelle la théorie de la technologie d'Adam Smith. Alors que dans la théorie néo-classique la technologie est traitée comme un facteur exogène

---

[24] M. Piore et C. Sabel, *The Second Industrial Divide*, *op.cit.*, p. 40.

[25] S. Berger et M. Piore (dir.), *Dualism and discontinuity in Industrial Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980; C. Sabel, *Work and Politics*, *op.cit.*, p. 34-37; M. Piore et C. Sabel, *The Second Industrial Divide*, *op.cit.*., p. 26-28; C. Sabel et J. Zeitlin, "Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technology in Nineteenth Century Industrialization", article cité, p. 137-138.

[26] M. Piore, "The Technological Foundations of Dualism and Discontinuity", article cité, p. 55.

ou résiduel, Smith rend compte du développement des forces productives à partir de deux postulats fondamentaux. D'abord, que la productivité s'accroît avec la division du travail et, deuxièmement, que la division du travail est limitée par l'extension du marché[27]. En d'autres termes, le progrès économique est fonction de "l'expansion des marchés et de la division du travail. La division du travail est perçue comme *l'innovation sociale définitive* de l'histoire du capitalisme; une innovation qui a d'abord émergé durant la "phase proto-industrielle"[28] avec le développement du système du Verlag ou de sous-traitance à domicile, système qui liait des familles entières au capital marchand; la division du travail atteindra bien sûr son apogée à l'usine Ford de Highland Park[29]. Vers la fin du dix-huitième siècle, Adam Smith avait déjà reconnu que la division du travail tenait une place essentielle dans l'accroissement de la productivité et il avait même identifié trois raisons majeures pour de tels gains de productivité: la dextérité des travailleurs s'améliorerait avec la réduction du nombre de tâches, puisqu'une plus grande concentration en résulterait; on sauverait du temps parce que le déplacement d'une tâche à l'autre deviendrait superflu; en se concentrant sur une tâche précise, les travailleurs verraient à apporter des améliorations aux modes opératoires, améliorations qui autrement ne se feraient pas jour[30].

Quant au second postulat de Smith, il apparaît évident qu'il repose sur la notion que le nombre d'articles produits *et* vendus *présage* de la division du travail. Plus le marché pour un bien produit est petit, plus les possibilités d'en arriver à une division du travail étendue sont restreintes; plus le marché est large, plus ces possibilités seront accrues. La taille optimale d'un marché est celle qui permet à chaque travailleur de ne faire qu'une seule tâche à temps plein. C'est à partir de ce second postulat, selon lequel la division du travail est fonction de l'étendue du marché, que Piore a tenté d'ériger sa théorie du dualisme industriel. À cette fin, *il agrandit l'influence du présage que le marché exerce sur la division du travail* en y ajoutant trois autres facteurs de cette étendue: l'uniformisation de la production, la stabilité de la demande sur le marché et l'incertitude liée à cette même demande[31].

L'ajout du "degré d'uniformisation" n'est en fait qu'un raffinement de la notion d'"étendue" de la demande; en effet, une firme peut, en utilisant les mêmes pièces standards, approvisionner un nombre impressionnant de modèles de certains produits. Par conséquent, la réduction de produits complexes en leurs pièces

---

[27] *Ibid.*, p. 59.
[28] P. Hudson, "Proto-industrialization: the Case of the West Riding", *History Workshop*, 12, 1981, p. 34-61; M. Berg, *The Age of Manufactures*, Londres, Fontana, 1985.
[29] D. Houndshell, *From the American System to Mass Production 1800-1932*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1984.
[30] M. Piore, "The Technological Foundation of Dualism and Discontinuity", article cité, p. 60.
[31] *Ibid.*, p. 61.

standardisées facilite la division du travail. La production non uniformisée ou personnalisée rend impraticable tout approfondissement de la division du travail. En fait, les facteurs cruciaux de la théorie du dualisme industriel résident dans la *stabilité* de la demande:

> [...] *each level of instability in a given total output is equivalent, in terms of the profitable division of labour to some smaller, stable level of output... to the extent that the division of labour involves increased capital investment and capital is so specialised that it cannot transfer to other uses during troughs in demand, the periodic unemplyment of capital which instability entails will also deter the division of labour*[32].

Et dans l'incertitude de la demande:

> *Production schedules can be stabilized and economies of divisibility realised even in the face of instability in product demand through variations in inventories, but inventory investment will be discouraged when the fluctuations are unpredictable. People will not be willing to hold inventories when demand declines if the subsequent revival is problematic. Uncertainty will also discourage the investment of fixed capital which seems to accompany the division of labour*[33].

Avec cette séparation de la demande en portions stables-prévisibles et instables-imprévisibles, Piore tente d'établir les bases explicatives de la coexistence, au sein des pays développés, de producteurs de grande et de petite taille et ce dans le même secteur industriel. Selon lui, comme les gains de productivité et, donc, les réductions de coûts dépendent de la division du travail qui, elle-même, est tributaire de l'étendue du marché, une tendance croissante à la concentration économique se fera évidente au fur et à mesure que des firmes indépendantes voudront fusionner pour accroître leur part de marché. Ce processus de concentration pourrait bien ne s'arrêter que lorsqu'une seule firme s'accaparera de tout un secteur de l'industrie. Ce serait toutefois compter sans l'instabilité et l'incertitude des marchés, phénomènes qui font que la taille optimale d'une firme est généralement plus petite que le secteur industriel qu'elle occupe. Ainsi, la concurrence demeure possible, mais uniquement dans le segment particulier de l'industrie qui présente un caractère instable et incertain. En fait, là où une division du travail poussée ne peut être maintenue que si elle se combine à des mesures particulières, tels des salaires réduits et une cadence de travail accélérée[34].

---

[32] *Ibid.*, p. 62.

[33] *Ibid.*

[34] Dans les économies en voie de développement, la coexistence d'industries modernes et traditionnelles est expliquée dans les mêmes termes que dans les pays développés. Les industries traditionnelles sont perçues comme étant confinées aux marchés locaux de petite taille, alors que les industries modernes sont habituellement reliées aux marchés mondiaux (internationaux). Cette division du travail en deux secteurs de l'économie

La théorie dualiste permet aussi à Piore d'expliquer la structure des industries qui n'ont pas vu se développer en leur sein un secteur monopoliste important dans les pays développés. Piore donne alors l'exemple des industries de la haute couture, où la division du travail a été apparemment restreinte par une demande toujours fugitive et imprévisible. Le degré d'uniformisation de la production joue aussi un rôle crucial dans la constitution de la structure industrielle et dans la survie de la production "artisanale" dans des secteurs comme la construction et la verrerie. En fait, tout concourt à penser que la division du travail poussée qui existe surtout dans les industries à fort volume (comme l'industrie automobile) a joui du maintien, voire même de la croissance, d'une production spécialisée par petits lots dans les industries de petite échelle (comme celle des machines-outils). Ainsi, l'activité des producteurs artisanaux modernes s'est avérée un complément nécessaire de l'activité des producteurs de masse.

La spécialisation souple: l'industrialisation après l'industrialisation?

Qu'en serait-il si le monde dualiste de Piore était mis sens dessus dessous? Autrement dit, et si les marchés de biens non uniformisés, instables et incertains (comme la haute couture et les machines-outils) formaient la règle plutôt que l'exception? Où en serions-nous alors? D'après Piore et Sabel, sur *les chemins de la prospérité*, nous serions (ou sommes?) entrés dans l'ère post-fordiste de la "spécialisation souple". Au moyen d'une inversion simple, la théorie dualiste a été audacieusement et exagérément poussée en territoire post-fordiste et investie d'un pouvoir explicatif historique beaucoup plus grand et d'une applicabilité géographique également plus vaste[35]. Dans le monde de la spécialisation souple, une division du travail plus poussée ne constitue plus une solution viable en vue d'accroître la productivité — la plus grande innovation sociale des temps modernes est morte et enterrée. Deux notions jumelles sont au cœur de l'analyse que font Piore et Sabel de la crise économique globale des années soixante-dix et quatre-vingt, mais aussi des conditions pouvant favoriser le passage de la production de masse typique du fordisme à la spécialisation souple propre au post-fordisme: il s'agit de la "saturation" et de la "segmentation" des marchés de masse. Deux phénomènes qui sont le résultat de tendances profondes à long terme, et qui offrent une "explication plus fondamentale" de l'histoire économique des deux dernières décennies[36]. Par conséquent, bien que Piore et Sabel insistent sur le fait qu'il n'y ait aucun caractère historique inévitable à la spécialisation souple[37] et qu'une

reflète donc l'étendue des marchés auxquels chacun peut accéder. Voir M. Piore, *Ibid.*, p. 69.

[35] C. Lever-Tracy, "The Paradigm Crisis of Dualism: Decay or Regeneration?", *Politics and Society*, 13(1), 1984, p. 60; A. Pollert, "Dismantling Flexibility", *Capital and Class*, 34, 1988, p. 62.

[36] M. Piore et C. Sabel, *The Second Industrial Devide*, *op. cit*, p. 184.

[37] *Ibid.*, p. 38.

période d'intense concurrence techno-économique sera nécessaire pour couronner le paradigme technologique en ultime vainqueur pour l'ère post-fordiste, le legs dualiste de leur analyse fait en sorte que le résultat de cette compétiton apparaisse comme décidé d'avance.

Tout comme la proto-industrialisation a pu être caractérisée non sans ambiguïté d'"industrialisation avant l'industrialisation[38]"; la spécialisation souple pourrait être qualifiée d'une "industrialisation *après* l'industrialisation"! Un type d'industrialisation qualitativement différent donc, qui peut s'épanouir dans un monde de besoins fondamentaux comblés (se nourrir, se vêtir et s'abriter) et dans un monde où s'expriment des "besoins plus raffinés[39]". Mais aussi un monde où même la demande pour les produits de base est devenus plus "diversifiée":

> *One reason for the early success of mass production in the United States was the homogeneity — or rather the undefinition — of American taste. Conversely, one reason for the persistence of the specialised industrial district in Europe was the diversity of continental taste. This diversity of taste was perpetuated by producers' and retailers' education of consumers to appreciate the fine distinctions among products*[40].

De nos jours, à en croire Piore et Sabel, les consommateurs étatsuniens auraient développé des goûts aussi diversifiés et feraient montre d'autant de discernement que ne le faisait la bourgeoisie européenne au siècle dernier. Cependant, Karel Williams *et al.* ne partagent pas du tout l'avis de Piore et Sabel en ce qui concerne l'analyse des tendances du marché[41]. En réponse à la croyance à un "point de saturation" atteint actuellement sur les marchés de masse, ils montrent du doigt tout un pan de demande stable et vaste pour le remplacement des biens de consommation durables et l'importance de l'amélioration des produits des "anciens" producteurs de masse:

> *It is salutary to list some of the new durables which are now being sold in Britain in volume although they did not exist as mass market products ten years ago. In brown and white goods the list would include VCRs, new format cassette players like the "walkman", CD players, microwave ovens, dishwashers and food processors. Most of these new products are complementary from the producers' point of view; they can be put together on new lines in existing factories and sold through existing distribution channels*[42].

---

38 P. Kriedte, H. Medick et J. Schlumbohm, *Industrialisation before Industrialisation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
39 M. Piore et C. Sabel, *The Second Industrial Devide*, *op. cit.*, p. 189.
40 *Ibid.*, p. 190.
41 K. Williams, T. Cutler, J. Williams et C. Haslam, "The End of Mass Production?", *Economy and Society*, 16(3), 1987, p. 405-439.
42 *Ibid.*, p. 425.

Pour ce qui est de la segmentation des marchés de masse, Piore et Sabel semblent aussi faire peu de cas de la distinction entre la différenciation considérable de produits à laquelle se livrent les producteurs de masse traditionnels et une fragmentation des marchés qui favoriseraient les nouveaux producteurs à petite échelle[43]. La plupart des gros producteurs, on le sait, survivent maintenant en offrant sur le marché une vaste gamme de produits étroitement reliés entre eux; l'industrie japonaise a montré la voie dans ce domaine en faisant la preuve qu'une variété presque infinie d'articles peuvent être produits par les entreprises de production de masse[44]. La nouvelle usine Nissan, dans le nord-est de l'Angleterre, en est un bel exemple; on y produit, grâce à des innovations sociales de type Toyota, presque deux cents variantes du modèle Bluebird, qui sont ensuite exportées vers de nombreux pays (*The Economist,* 10 août 1988). En fait, on peut sérieusement douter du fait que la production de masse ait jamais correspondu de manière consistante au paradigme fordiste tel que conçu par Piore et Sabel. Selon Houndshell, les limites de la production de masse type avaient déjà été atteinte à la fin des années 1920, quand General Motors et le "sloanisme" ont contesté avec succès le leadership exercé par Ford sur les marchés grâce à un Modèle T "immuable":

> *The saturation of the Model T market and the rapid growth of GM's Chevrolet Division were part of a larger movement in American economy characterized by increased consumer purchasing power to which Ford's earlier work no doubt contributed. Sloan and his managers came to see that growth would occur not by the production of basic needs or by a "car for the masses" but by selling cars whose appearance, if not features, changed annually. [...] In this consciously orchestrated economy of change and consumption that stressed style and comfort* above utility, *mass production as Ford had developed it with the T was no longer suitable*[45].

Cette victoire du "sloanisme" sur le "fordisme" dès les premières années de formation du paradigme du production de masse est annonciatrice de la victoire du marketing sur la production pure; il était en effet inutile de révolutionner la façon de produire des automobiles sans aussi révolutionner la façon de les vendre. General Motors a vite reconnu la valeur que pouvait représenter la nouveauté et a introduit un certain degré de variété et de flexibilité au sein même de la production à la chaîne afin de pouvoir réaliser cette valeur. Le système de production Chevrolet de GM mis sur pied après 1927 sous l'oeil expert d'un transfuge de chez Ford dérogeait radicalement de l'idée de Ford d'une "manufacture à usage unique[46]. La règle chez GM était de voir des machines-outils à multiple usage, celles à vocation

---

[43] J. Gough, "Industrial Policy and Socialist Strategy", *Capital and Class,* 29, 1986, p. 64.
[44] K. Wiliams *et al.*, article cité, p. 422.
[45] D. Houndshell, *From the American System to Mass Production 1800-1932, op.cit.*, p. 264, je souligne (M. J. E.).
[46] *Ibid.*, p. 265.

unique constituant l'exception. Alfred P. Sloan aurait tout aussi bien pu utiliser le langage de la spécialisation souple tel que développé plus tard par Piore et Sabel; selon lui, afin de mener à bien la stratégie de General Motors de "veiller à garder le consommateur mécontent", il fallait transposer les lois des couturiers parisiens... dans l'industrie automobile[47]". Il semblerait donc que même à l'ère de la production de masse, les producteurs et les détaillants se montraient le plus hautement intéressés par "l'éducation des consommateurs afin qu'ils puissent apprécier les plus fines distinctions entre les divers produits offerts".

Même si les forces politico-institutionnelles et l'exercice du pouvoir économique font leur entrée dans l'analyse que font Piore et Sabel des "coupures industrielles" et de la détermination des nouvelles trajectoires technologiques (ou des phases de la production capitaliste qualitativement différentes), il ressort que l'attention première aux tendances du marché tend à réduire le politique et l'exercice du pouvoir aux actions conscientes du "consommateur-roi[48]". C'est par l'intermédiaire contestable de la théorie inversée du dualisme que le spectre d'Adam Smith et les pouvoirs de préfiguration du marché font leur entrée dans la théorie méta-historique des transformations industrielles de Piore et Sabel.

La perspective néo-marxiste

À l'opposé des deux perspectives précédentes, la perspective néo-marxiste ne met pas l'accent sur le renouvellement des forces productives capitalistes, mais insiste plutôt sur la reproduction du capitalisme en soi, ou encore sur le processus de régulation[49] capitaliste. La perspective de la régulation, développée en France dans les années soixante-dix, se base sur une critique sévère d'un certain marxisme par trop "mécaniste et catastrophiste[50]". Autrement dit, les régulationnistes prennent la question de la survie du capitalisme très au sérieux. Comment peut-on assimiler un nouveau paradigme techno-économique? Pourquoi le chaos, l'instabilité et les conflits inévitables associés aux crises structurelles du capitalisme (phases de "destruction créatrice") ne l'emportent-elles pas sur la survie du capitalisme? Comment la cohésion sociale et la stabilité économique sont-elles créées et maintenues malgré les pressions inverses exercées par des clivages sociaux? Dans ce cadre, plutôt qu'à Lénine, on préfère se référer à Gramsci, qui parlait déjà, entre les deux guerres mondiales, de l'empêchement fait à l'"animalité"

---

47 *Ibid.*, p. 267.

48 R. Hyman, "Flexible Specialization: Miracle or Myth?", dans R. Hyman et W. Streeck (dir.), *New Technology and Industrial Relations*, Oxford, Basil Blackwell, 1988, p. 58.

49 En français dans le texte. En français le mot "régulation" n'a pas le sens étroit que le mot "*regulation*" a en anglais. Il renvoie davantage à la préservation d'un ensemble de normes et d'un mode de vie, qu'à un processus conscient d'ajustement (voir R. Boyer, "Technical Change and the Theory of 'Régulation'", article cité, p. 68).

50 *Ibid.*, p. 70.

inhérente au capitalisme de s'exprimer, empêchement dont la résultante est de donner un sursis indéfini à la "catastrophe imminente":

> L'histoire de l'industrialisme a toujours été (et elle le devient aujourd'hui sous une forme plus accentuée et plus rigoureuse) une lutte continue contre l'élément "animalité" de l'homme, un processus ininterrompu, souvent douloureux et sanglant, de la soumission des instincts (instincts naturels, c'est-à-dire animaux et primitifs) à des règles toujours nouvelles, toujours plus complexes et plus rigides, et à des habitudes d'ordre, d'exactitude, de précision qui rendent possibles les formes toujours plus complexes de la vie collective, conséquences nécessaires du développement de l'industrialisme[51].

Le mariage du marxisme et de l'institutionnalisme

La volonté régulationniste d'éviter les explications mécanistes du développement capitaliste et le déterminisme techno-économique renvoie implicitement à une visée de dé-compartimentalisation de l'économique et du politique, en vue de les intégrer dans un cadre d'analyse dynamique[52]. Pour arriver à cette intégration, l'accent passe de la théorie de la valeur dans l'économie politique marxiste à une plus grande attention portée aux *formes sociales* changeantes du capital. Ce qui, en retour, a conduit à entretenir des contacts plus étroits avec la tradition institutionnaliste en économie, car on sait que l'un de ses postulats est que jamais les mécanismes du marché laissés à eux-mêmes ne pourront assurer la stabilité sociale et économique; ils peuvent même en venir à détruire toute société humaine[53].

L'enfant né de ce mariage entre l'économie politique marxiste et la tradition institutionnaliste est une conceptualisation du changement qualitatif à l'intérieur du capitalisme supposant non pas une, mais *deux* dynamiques du changement. Deux dynamiques s'alimentant au même terreau de désaccord que sont les relations sociales capitalistes. Une dynamique donnant naissance à des *régimes d'accumulation* spécifiques, l'autre à des *modes de régulation* particuliers. Contrastant avec la perspective néo-schumpeterienne qui assujettit un cadre "socio-institutionnel" diffus et mal défini à un "paradigme techno-économique" omnipotent, la perspective de la régulation accorde une autonomie véritable aux formes institutionnelles et donne un contenu essentiellement social aux sphères tant institutionnelles que technologiques. À l'opposé de la perspective néo-smithienne, qui tente d'allier en surface l'économique au politique, mais qui au

---

[51] A. Gramsci, *Selection from the Prison Notebooks*, Londres, Lawrence et Wishart, 1971, p. 298. En français: *Gramsci dans le texte*, recueil réalisé sous la direction de F. Ricci, Paris, Éd. Sociales, 1975, p. 693.

[52] A. Noël, "Accumulation, Regulation and Social Change: an Essay on French Political Economy", article cité, p. 307.

[53] L. Mjöset, "Regulation and the Institutionnalist Tradition", article cité, p. 1.

bout du compte assujettit le politique et les arrangements institutionnels à la main invisible du marché, la perspective régulationniste considère que les marchés sont aussi des institutions entourées d'autres "institutions restreignantes[54]" qui, étant fondées sur des principes de réciprocité et de coopération, garantissent la cohésion sociale via la coordination d'activités individuelles privées.

Les particularités des capitalismes nationaux peuvent s'exprimer ici, parce que la notion d'une dynamique du développement capitaliste unique et universelle est rejetée au profit de dynamiques causales variant selon les diverses formes culturelles et politiques. On reconnaît donc que les différents pays capitalistes ont des capacités inégales à créer et à assimiler de nouveaux systèmes techno-économiques[55], et que les mêmes innovations techno-économiques peuvent avoir un impact qualitativement différent dans le temps et dans l'espace. Bien que les crises structurelles majeures soient considérées comme ayant des dimensions internationales inévitables, il appert néanmoins important d'identifier les conditions historiques spécifiques à partir desquelles les déterminants de cette crise globale ont agi — autrement dit, la *conjoncture* des déterminants généraux et particuliers de la crise et du changement[56].

Alors que l'école française de la régulation s'intéresse au problème de la régulation capitaliste, du niveau international au niveau national, Michaël Burawoy, lui, porte aussi son attention sur la régulation capitaliste mais à des niveaux différents: il va de la firme jusqu'au niveau national[57]. Il est particulièrement attentif aux variantes historiques et culturelles de la "micro-politique" du capitalisme et se montre un critique sévère des théoriciens du procès de travail qui n'ont pas su faire la différence entre le procès de travail en tant qu'organisation sociale particulière des tâches et le procès de travail en tant

---

54 *Ibid.*, p. 20

55 Dans un tel contexte, notons l'intérêt assez récent pour les "systèmes nationaux d'innovations" des tenants de la perspective néo-schumpeterienne. Voir C. Freeman, "Japan: a New National System of Innovation?", article cité; et E. S. Andersen et B. A. Lundvall, "Small National Systems of Innovation Facing Technological Revolutions: an Analytical Framework", dans C. Freeman et B. A. Lundvall (dir.), *Small Countries Facing the Technological Revolution,* London, Pinter, 1988.

56 Dans ses travaux plus récents, Boyer illustre cette approche conjoncturelle en démontrant que la recherche actuelle de flexibilité dans le marché du travail, comme réponse généralisée à la crise, tend à révéler, voire à souligner, les héritages historiques de chaque pays en matière de rapport salarial. Ces héritages avaient presque été oubliés pendant la période de forte croissance des années cinquante et soixante. R. Boyer, *The Search for Labour Market Flexibility, op. cit.*, p. 213. La montée de ces solutions bigarrées, dues au contexte actuel, face au "problème de la flexibilité" accroît la nécessité de pousser plus avant l'élaboration conceptuelle de la régulation pour faire face à la persistance, dans les conceptions composites de la flexibilité du travail, à regrouper des phénomènes observés dans des contextes différents et qui n'ont pas nécessairement à voir les uns avec les autres.

57 M. Burawoy, *Manufacturing Consent, op. cit.*, et *The Politics of Production, op. cit.*

qu'appareil politique conçu comme son "mode de régulation[58]". Selon Burawoy, l'opération selon laquelle la *force de travail* se transforme en *travail* suffisant ou en effort nécessaire pour engendrer la valeur d'échange requise pour la survie de la firme ne va pas de soi. Une telle opération dépend de la reconnaissance d'un certain degré de *réciprocité* entre les salariés et les employeurs à titre individuel:

> *At the same time that they produce useful things, workers produce the basis of their own existence and that of capital. The exchange value added through cooperative labour is divided between the wage equivalent, which becomes the means of the reproduction of labour power, and surplus value, the source of profit which makes it possible for the capitalist to exist as such and thus to employ the labourer*[59].

À l'ère du capitalisme libéral, au siècle dernier, les employeurs pouvaient se fier à la coercition et au "fouet économique" du marché, ce que Burawoy qualifie de politique de production *despotique*, pour définir la nature de la réciprocité puisque les travailleurs n'avaient d'autres moyens de survie que la vente de leur force de travail. Au cours du vingtième siècle, cependant, la coercition ne s'est pas toujours révélée efficace pour s'assurer d'une force de travail suffisante et son usage en a été souvent restreint. De nouveaux appareils politiques de production sont apparus et ils reposent sur des moyens plus diplomatiques d'assurer cet approvisionnement suffisant en force de travail. La diplomatie s'est installée dans cet échange à cause des changements survenus dans le rapport de force entre le capital et le travail et parce que la reproduction de la force de travail est désormais séparée, au moins partiellement, du procès de production. Pour reprendre les mots de Burawoy, les *régimes hégémoniques d'usine* ont remplacé les régimes despotiques dans les pays capitalistes avancés; une bonne dose de persuasion douce est maintenant nécessaire pour attirer les travailleurs vers le procès de production étant donné que l'État assure un niveau minimal de revenu, peu importe la performance au travail.

Pendant la transition incertaine vers le post-fordisme, certains pays capitalistes avancés ont été plus facilement enclins que d'autres à retourner aux modes despotiques de régulation. En Suède, la diplomatie et la persuasion douce sont encore la norme. Les employeurs et les syndicats ont, ensemble, pris à bras le corps le problème de la réticence croissante des jeunes Suédois à faire leur entrée dans la production industrielle[60]. Les décrocheurs sont assidûment courtisés par les représentants syndicaux comme par ceux du patronat et ont été surnommés, de manière flatteuse (?), "bristvara" (denrée rare). En Angleterre, par ailleurs, le

---

58 M. Burawoy, *The Politics of Production, op. cit.*, p. 125. Selon Burawoy, Braverman passe totalement sous silence les aspects politiques de la production; cependant que Edwards, Litter et Friedman ont tendance, au contraire, à les plaquer un peu arbitrairement au procès de travail.

59 *Ibid.*, p. 123.

60 T. Madsén (dir.), *Vem skall göra jobben?* (Qui fera le travail?), Lund, Studentlitteratur, 1988.

despotisme semble avoir fait un retour en force. Avec comme toile de fond des tentatives concertées d'exclure le mouvement ouvrier des appareils institutionnalisés de la production[61], la révision des "Plans de formation de la jeunesse" (*Youth Training Schemes*) et le projet de "Plan de formation unifié" (*Unified Training Scheme*) constitue une réelle menace de "conscription économique[62]". En effet, l'admissibilité aux programmes de sécurité sociale tend à dépendre de plus en plus de la participation à des plans de travail spéciaux et obligatoires.

Régulation: le capitalisme se protège contre lui-même

Il est maintenant temps de mettre l'accent sur les liens qui se tissent entre la perspective régulationniste et la tradition institutionnaliste et sur les bases reconnues des dynamiques institutionnelles. Mjöset[63] reconnaît ici la place centrale occupée par Karl Polanyi au sein du courant institutionnaliste. Polanyi, dans *La grande transformation*, un réquisitoire devenu classique, dénonce le libéralisme tant en théorie qu'en pratique. Selon lui, l'erreur fatale du libéralisme est de ne concevoir les trois principaux facteurs de production — le travail, la terre et l'argent — que comme de simples marchandises et, ensuite, de n'agir que comme s'ils n'étaient que marchandises. Ces actions, basées sur de fausses idées, ne peuvent que mener à une menace sérieuse à l'endroit de la substance humaine et matérielle de la société et, par conséquent, *la société prendra inévitablement des mesures pour se protéger:*

> *To allow the market mechanism to be the sole director of the fate of human beings and their natural environment, indeed, even in the amount and use of purchasing power, would result in the demolition of society. For the alleged commodity "labour power" cannot be shoved about, used indiscriminatly, or even left unused, without affecting also the human individual who happens to be the bearer of this peculiar commodity... Robbed of the protective covering of cultural institutions, human beings would perish from the effects of social exposure; they would die as the victims of acute social dislocation through vice, perversion, crime and starvation. Nature would be reduced to its elements, neighbourhoods and landscapes defiled, rivers polluted, military safety jeopardized, the power to produce food and raw materials destroyed. Finally, the market administration of purchasing power would periodically*

---

[61] C. Crouch, "Conservative Industrial Relations Policy: Towards Labour Exclusion?", dans O. Jacobi *et al.* (dir.), *Economic Crisis, Trade Unions and the State,* Londres, Croom Helm, 1986.

[62] A. Gray, "Resisting Economic Conscription", *Capital and Class,* 34, 1988, p. 119-146.

[63] L. Mjöset, "Regulation and the Institutionnalist Tradition", article cité, p. 18-30.

liquidate business enterprise, for shortage and surfeits of money would prove as disastrous to business as floods and droughts in primitive society[64].

Comme le note fort justement Mjöset les travaux de Polanyi sont baignés de fonctionnalisme, derrière les analogies empruntées au monde animal et les menaces physiques contre la "substance" de la société[65],. Cette attirance pour la métaphore biologique a déjà été relevée dans les travaux de Carlotta Perez lorsque nous avons examiné la perspective néo-schumpeterienne et il s'avère intéressant de comparer ses idées sur l'"anatomie" des innovations techno-économiques avec celles de Polanyi[66]. La perspective de la régulation tente d'éviter les avatars fonctionnalistes de l'institutionnalisme en contre-balançant les notions de structure et d'anatomie avec celle de l'*ouverture* du procès historique[67]. Autrement dit, est clairement rejetée la notion d'équilibre pour l'"organisme" social, ou comme dirait Bob Jessop[68], les régimes d'accumulation et les modes de régulation sont considérés comme "toujours relatifs, toujours partiels et toujours provisoires".

Bien qu'elle rejette Polanyi à cause de son fonctionnalisme, la perspective de la régulation se range à ses côtés quand celui-ci affirme que ni les êtres humains, ni la terre, ni l'argent ne sont des produits à vendre et que, de ce fait, leur caractère de marchandise est purement fictif. Les régulationnistes appuieraient aussi Polanyi sur la stabilité *relative* des systèmes "techno-économiques", stabilité qui dépend des mesures "protectrices" adoptées, et que, sans ces mesures, ces systèmes auraient tôt fait de constituer une menace contre les fondements propres de leur existence. Parallèlement à Polanyi, la perspective régulationniste conçoit le "travail" et l'"argent" comme des lieux importants de formation et de médiation institutionnelle. Lipietz et Aglietta sont deux des membres de l'école française de la régulation qui ont le plus traité de la codification institutionnelle à l'oeuvre dans les *relations monétaires et du crédit*. Dans *Régulation et crises du capitalisme*, Aglietta s'attarde longuement sur la transformation des conditions de vie des salariés ou sur ce que Boyer appelle le rapport salarial, qui constitue une constellation institutionnelle cruciale, au centre de chaque mode de régulation, puisqu'il définit les relations entre les salariés et les employeurs. Les autres formes institutionnelles d'importance identifiés par les régulationnistes sont: *les relations inter-firmes* (centralisation ou décentralisation de la production; relations de concurrence ou de coopération); et *les formes de l'intervention de l'État* (un État inséré ou un État circonscrit, ampleur et nature des dépenses militaires; les

---

64 K. Polanyi, *The Great Transformation*, Boston, Beacon Hill, 1957, p. 73.

65 L. Mjöset, "Regulation and the Institutionnalist Tradition", article cité, p. 18.

66 Qu'il suffise de comparer ici cette citation de Polanyi avec celle de Perez. Le contraste paraît alors se poser entre le besoin d'adapter ou de civiliser les forces techno-économiques de la société, et accepter le progrès ou combattre la barbarie.

67 A. Noël, "Accumulation Regulation and Social Change: an Essay on French Political Economy", article cité, p. 311; R. Boyer, "Technical Change and the Theory of 'Régulation'", article cité, p. 69; A. Lipietz, *Mirages and Miracles*, *op.cit.*, chapitre 2.

68 B. Jessop, "Regulation Theory, Post-Fordism and the State", article cité, p. 151.

orientations du système éducatif, etc.). La régulation n'est donc pas réductible à la seule régulation étatique, celle-ci n'étant qu'une dimension parmi d'autres. La perspective régulationniste se bat consciemment contre une "sur-politisation" de l'État, mais aussi contre une "sous-politisation" des autres lieux de cohésion sociale[69].

En se concentrant sur le besoin de "mesures protectrices", les "paradoxes" du libéralisme et de la soi-disant "régulation concurrentielle" des systèmes techno-économiques apparaissent au grand jour. Le credo néo-libéral qu'ont connu récemment l'Angleterre et les États-Unis a très peu à voir finalement avec une "*dé*-régulation" à long terme puisque les règles du jeu établies pour la gouverne (et la protection) du capitalisme n'ont pas été abolies mais seulement réécrites. Pendant la période du capitalisme libéral classique et de la régulation concurrentielle au siècle dernier, quand un régime d'accumulation "extensive" fut établi (reposant sur la croissance rapide du secteur des moyens de production), il y avait persistance d'un cadre protecteur essentiel et largement non reconnu de constellations institutionnelles essentiellement précapitalistes.

Aussi étrange que cela puisse paraître en analysant les travaux des néo-schumpeteriens contemporains, Schumpeter lui-même a été un observateur important de cette vieille "strate protectrice" ou de la "régulation à l'ancienne". Il voyait (erronément) son déclin laisser la voie libre au triomphe du socialisme honni[70]. Selon lui, la bourgeoisie émergente avait joué un rôle ambivalent par rapport aux arrangements institutionnels du monde féodal; les bourgeois étaient à la fois arrêtés et protégés par ces arrangements. L'aristocratie jouissait de ce qu'il convient d'appeler un "prestige mystique": la capacité et l'habitude de commander et d'être obéie. Son prestige était si grand et *si précieux* que, comme classe, elle peut "survivre" aux conditions socio-économiques par lesquelles elle avait pris racine et s'adapter à des conditions fort différentes au moyen d'une transformation de sa fonction de classe[71]. Règle générale, Schumpeter considérait que la bourgeoisie n'avait ni la crédibilité politique ni la capacité de défendre ses propres intérêts, elle n'avait pas non plus ce qu'il fallait pour traiter les problèmes, tant nationaux qu'internationaux, que rencontre l'État-nation. Par conséquent, la bourgeoisie a tenté de tirer le maximum possible d'un cadre protecteur qui n'était *pas* conçu par

---

69 Dans ce contexte, il est important de noter qu'une des caractéristiques majeures du "modèle suédois" de rapport salarial, à son apogée après 1936, aura été d'*exclure* avec succès l'État des négociations d'importance entre les organisations centralisées du capital et du travail. Voir A. Johansson, *Tillväxt och klassamarbete* (Croissance et coopération de classes), Stockholm, Tiden, 1989. Ces deux "groupes de pouvoirs bien équilibrés" sur le marché du travail furent en mesure de mener à bien une stratégie flexible d'ententes en vue de la résolution des problèmes, et ce pour une période de plus de vingt ans, sans pour autant qu'une des parties sentent le besoin d'en appeler à l'État et à sa menace de légiférer pour parvenir chacune à ses fins.

70 J. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, *op. cit.*, chapitre 12.

71 *Ibid.*, p. 137.

ni pour elle. Cette symbiose significative entre les innovations techno-économiques du capitalisme naissant et le cadre politico-institutionnel établi s'est avérée nécessaire pour soutenir la croissance initiale des forces productives. Cependant, en faisant campagne pour l'éradication de ce cadre, le libéralisme n'a pas seulement éliminé les barrières qui entravaient l'expansion du capitalisme, mais aussi les piliers qui empêchaient son effondrement"[72].

Schumpeter n'a cependant jamais négligé l'aspect central des dynamiques institutionnelles dans le changement de type qualitatif au sein du capitalisme, ce en quoi il se démarque des néo-schumpeteriens dont nous parlions plus tôt. Il voyait dans la concentration du capital et dans les propriétaires absentéistes des signes d'érosion dans les perceptions de la "substance matérielle" de la propriété privée et de destruction de l'"allégeance morale" au capitalisme. Ce sont les Carnegie et les Vanderbilt eux-mêmes, et non pas les intellectuels ou les agitateurs, qui rendaient les entrepreneurs désuets et qui expropriaient la bourgeoisie en tant que classe[73]. Schumpeter croyaient que les chances de survie du capitalisme étaient minces et que ses jours étaient comptés.

Cependant, les entrepreneurs du siècle dernier n'étaient pas tous aussi impuissants politiquement que Schumpeter voudraient bien nous le faire croire. Un bel exemple d'entrepreneur couronné de succès fut celui de Joseph Chamberlain, exemplaire en ce qu'il s'est impliqué à fond dans la réforme et l'*extension* du "cadre protecteur". En tant que maire libéral de Birmingham, son nom est désormais associé avec ce que l'on a appelé l'"idéal municipal" ou encore, quoique de manière moins appropriée, au "socialisme municipal"[74]. Chamberlain était parvenu à symboliser un mouvement innovateur au sein des gouvernements locaux victoriens, un mouvement qui reposait sur la législation locale plutôt que sur les diktats nationaux et qui, graduellement, avait mis sur pied une gamme impressionnante de services sociaux et économiques locaux. L'éducation était un champ d'intervention privilégié pour les gouvernements locaux; les systèmes d'éducation volontaires étaient désormais considérés comme inadéquats pour répondre aux nouveaux "besoins éducationnels". Toutefois, Chamberlain devint surtout célèbre pour la "municipalisation" des aqueducs et des gazoducs de Birmingham. Bien qu'un tel contrôle municipal ne fût pas unique en Angleterre, Birmingham a été la première ville à inclure ces mesures dans une stratégie fondée sur des techniques administratives modernes visant à faire face aux problèmes urbains contemporains[75]. L'implantion de cette stratégie ayant été couronnée d'un certain succès conduisit même un visiteur étatsunien à baptiser Birmingham de

---

[72] *Ibid.*, p. 136.
[73] *Ibid.*, p. 134.
[74] D. Fraser, "Joseph Chamberlain and the Municipal Ideal", *History Today*, 37, avril 1987, p. 33-39; D. Smith, *Conflict and Compromise*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1982.
[75] D. Fraser, *Ibid.*, p. 37.

"ville la mieux gouvernée au monde"[76]. Ainsi, malgré le caractère inapproprié de la notion de "socialisme municipal", Birmingham sous Chamberlain emprunta résolument, à n'en point douter, une "voie locale" alternative vers le capitalisme-providence.

La fin de l'âge d'or du capitalisme

L'après-guerre constitue aux yeux des régulationnistes l'"âge d'or" du capitalisme, une période sans précédent historique pendant laquelle l'expansion économique soutenue était "propulsée par l'évolution parallèle de la productivité et des salaires réels[77]". Selon les régulationnistes, il n'y a rien de "tardif" dans le capitalisme-providence, comme un certain néo-marxisme alternatif l'a cru. Ce n'a été qu'avec le mariage de l'accumulation "intensive" et de la régulation "monopoliste" que le capitalisme est devenu une expérience universelle et un système pleinement intégré. Le passage à un régime d'accumulation intensive a signifié que la croissance soutenue des économies capitalistes était devenue dépendante non seulement du secteur des biens de production (la condition préalable à l'accumulation extensive) mais aussi du secteur des biens de consommation. Le passage à la régulation monopoliste a signifié, quant à elle, que les travailleurs n'étaient plus partiellement mais bien pleinement intégrés au système capitaliste en tant que producteurs *et* en tant que consommateurs. La *combinaison* de l'accumulation intensive et de la régulation monopoliste compris comme mode de développement historique constitue ce que les régulationnistes appellent désormais le fordisme, en hommage à Gramsci. Celui-ci avait, dans ses cahiers de prison rédigés dans les années trente, élaboré les notions d'américanisme et de fordisme pour caractériser ce qu'il percevait comme une nouvelle "époque" historique ou encore comme une "révolution passive" qui semblait avoir la capacité de balayer les derniers relents de l'Ancien Régime en Europe[78]. Par conséquent, la perspective de la régulation, par déférence à Gramsci, donne une définition extrêmement *large* du fordisme, qui comprend non seulement un paradigme industriel ou technologique mais aussi une "manière de vivre" institutionnalisée particulière.

Des définitions différentes du fordisme (large ou étroite, à prodominante technologique ou institutionnelle) vont, de toute évidence, mener à des périodisations différentes du capitalisme. Ainsi, Piore et Sabel, avec leur insistance sur le fordisme en tant que production de masse, classeraient probablement l'entre-deux-guerres comme la période pendant laquelle un capitalisme (ou un industrialisme) qualitativement différent a fait émergence. Les régulationnistes, quant à eux, avec l'accent mis sur le fordisme en tant que nouveau mode de vie

---

[76] D. Smith, *Conflict and Compromise*, *op. cit.*, p. 229.
[77] R. Boyer, "Technical Change and the Theory of 'Régulation'", article cité, p. 82.
[78] A. Gransci, *Gramsci dans le texte*, *op. cit.*, p. 689-706; A. Gramsci, Selections from the Prison Notebooks, *op. cit.*, p. 279-318.

pour les salariés, estimeraient probablement que la "révolution passive" n'a été complétée qu'au début des années 1950! Pour les régulationnistes, ni le génie productif d'Henry Ford ni l'art de vendre d'Alfred P. Sloan n'auront suffit à accomplir la "révolution passive" au sein du capitalisme; seul l'établissement d'un lien effectif entre le salaire réel et la productivité croissante après la Seconde Guerre mondiale sera à même d'y arriver.

L'âge d'or du capitalisme était donc fondé sur la cristallisation d'un nouveau rapport salarial reconnaissant les salaires non seulement comme un coût mais aussi comme un débouché permettant à la production capitaliste de s'écouler. Certains auteurs ont d'ailleurs vu dans ce nouveau rapport salarial une importante victoire pour le travail et un pas majeur vers sa "dé-réification[79]". Cependant, il serait plus précis de dire que le rapport salarial fordiste signifiait que les travailleurs avaient gagné la reconnaissance de leurs employeurs, non plus seulement à titre de force de travail, mais aussi comme représentant un pouvoir d'achat essentiel. De Vroey résume très bien ce modèle général comme suit:

> *In most countries, the golden age was a period of social consensus, interrupted by only short phases of social upheaval. Capitalist societies had not of course foregone their invariable features: exploitation and domination were still present. However, the two main classes, employers and wage-earners, had come to a mutually advantageous compromise. Workers benefited from a stronger institutionnal and political collective position. Regular increases in wages gave them access to a consumption pattern undreamt of by their parents. Unemployment was low, while workers where provided with insurance systems and a network of goods and services... For the capitalist class, the advantages were obvious: the attainment of social peace and class collaboration; minimizing halts in production and gaining outlets for the increased production*[80].

Le post-fordisme, dans la perspective de la régulation, est par conséquent défini en référence à l'effondrement de ces "compromis de la croissance" et à la dissolution des "cadres protecteurs" mis en place dans l'après-guerre. Certains compromis peuvent s'être mieux tirés d'affaire que d'autres dans la tourment de la crise du fordisme mais tous en ont été sérieusement affectés[81]. Quelles sont les limites du fordisme qui ont mené à sa mise en crise? Boyer est sans doute celui qui nous en

---

[79] G. Esping-Andersen, *Politics Against Markets,* Princeton, Princeton University Press, 1985.

[80] M. De Vroey, "A Regulation Approach Interpretation of Contemporary Crisis", article cité, p. 56.

[81] Même si le rapport salarial fordiste semble avoir été maintenu passablement intact, dans la Suède post-fordiste, il demeure extrêmement dépendant de développements externes et n'offre pas de solution toute faite au problème de la stabilisation d'un nouveau mode de développement. J.-O. Andersson et L. Mjöset, "The Transformation of Nordic Models", *Cooperation and Conflict,* 22(4), 1987, p. 227-243.

donne la réponse la plus précise[82]. Il souligne quatre tendances de fond qui ont mené à la crise. Premièrement, la division du travail poussée à l'extrême au sein des entreprises est devenue contre-productive tant et si bien que, de la fin des années soixante à la fin des années soixante-dix, les gains de productivité ont été ralentis par la résistance grandissante des travailleurs face aux excès du "management scientifique". Et un ralentissement équivalent de l'investissement a ralenti encore davantage les gains de productivité. Deuxièmement, l'expansion continue de la production de masse et la recherche d'économies d'échelle toujours plus grande a conduit à une globalisation croissante de la production et de la vente. La concurrence entre les pays s'est donc intensifiée et les marchés domestiques ne sont plus des chasses gardées, ce qui rend la gestion économique d'un espace national de plus en plus difficile. Troisièmement, le fordisme a conduit à l'accroissement sans précédent des dépenses dites sociales. La logique de la production de masse n'étant pas applicable à des domaines de consommation collective comme l'éducation, la santé et le logement, leur coût relatif n'a cessé de croître, ce qui, en retour, a mené à des pressions inflationnistes déstabilisantes. Quatrièmement, les modes de consommation du "travailleur de l'abondance" ont considérablement changé; la demande de variété plus grande des valeurs d'usage va croissant, une demande qui ne peut être comblée par les moyens conventionnels de la production standardisée. Cette quatrième tendance renvoie clairement à ce que Piore et Sabel ont appelé la "saturation" et la "segmentation" des marchés de masse. Mais, de façon générale, l'explication donnée par les régulationnistes à la crise structurelle contemporaine demeure plus vaste et plus *politisée* que celle qu'en donnent les deux autres perspectives examinées ici. Même si les régulationnistes admettent que nous avons atteints un point tournant dans l'histoire du capitalisme, ils n'avancent aucune vision futuriste du type "kondratiev des technologies de l'information" ou de la "spécialisation souple". La forme que prendra le post-fordisme aujourd'hui est considérée être tout aussi ambiguë et ouverte que ne l'était la forme du fordisme pour Gramsci dans les années trente. C'est pourquoi, jusqu'à maintenant, le nouveau mode de développement capitaliste demeure sans appellation d'origine dans la perspective régulationniste

Conclusion

The move towards the ethnographic in American political economy, I would argue, is related to a widely perceived decline of the post-World War II international order in which America has held a hegemonic position and to an undermining of the American form of welfare state itself. A sense of profound transition in the foundations of domestic and international reality, as seen from the American perspective, has in turn been reflected intellectually in a

[82] R. Boyer, *The Search for Labour Market Flexibility*, *op. cit.*, p. 199-203.

widespread retreat from theoritically centralized and organized fields of knowledge[83].

Cette citation de l'ethnographe étatsunien George Marcus situe sans détour le débat post-fordiste dans son contexte plus global. L'effondrement du fordisme a été considéré, dans les sciences sociales, comme une "crise de la représentation"[84] et comme une perte de confiance généralisée dans la force explicative des théories établies. Le chercheur contemporain en sciences sociales fait face à un monde désordonné et chaotique; les rythmes et les routines strictes et régulières propres à l'âge d'or du capitalisme se sont grandement érodés et les modes de vie que l'on considérait comme "naturels" se sont révélés n'être au mieux que des modes passagers. Les trois perspectives analysées ici peuvent être vues comme des tentatives concertées de remaniement des théories classiques de Schumpeter, Smith et Marx sur le développement capitaliste, des tentatives de les traduire dans un langage sociologique qui nous permettrait de démêler le chaos global et d'avoir prise sur l'ère post-fordiste émergente. Ces tentatives se révèlent-elles prometteuses à quelque titre? Permettent-elles de comprendre, d'une façon convaincante, le post-fordisme?

Tant dans les perspectives néo-schumpeterienne que néo-smithienne, les entreprises particulières, les groupes précis de travailleurs et les différentes économies nationales analysées sont présentées comme des agrégats isolés sur lesquels des forces "extérieures" (technologies et marchés) exercent des pressions. Toute résistance aux nouvelles "réalités" technologiques et concurrentielles du post-fordisme apparaît impossible — ces "faits durs et incontournables" inaugurant un nouveau mode de vie. Ces "faits" sont, de manière typique, *pré-conçus* et dérivent de construits théoriques se suffisant à eux-mêmes, comme la taxinomie des innovations ou encore une division transhistorique de l'économie en secteurs rigides et flexibles. Plutôt que d'informer, ces construits dictent ce que sera l'histoire du développement capitaliste. Ce n'est qu'avec la perspective de la régulation que l'on retrouve une tentative véritable d'intégrer les forces "extérieures" à la constitution des agrégats individuels eux-mêmes. Même la crise globale est considérée comme ayant des origines essentiellement locales. La perspective régulationniste se rapproche le plus d'une compréhension des unités individuelles comme:

... always in flux, in a perpetual historically sensitive state of resistance and accomodation to broader processes of influence that are as much inside as outside the local context[85].

---

[83] G. E. Marcus, "Contemporary Problems of Ethnography in the Modern World System", dans J. Clifford et G. E. Marcus (dir.), *Writing Culture*, Berkeley, University of California Press, 1986.

[84] G. E. Marcus, et M. M. J. Fischer, *Anthropology as Cultural Critique*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

[85] *Ibid.*, p. 78.

La perspective régulationniste stimule davantage des analyses au niveau micro pour comprendre certains problèmes qui ne sont conçus qu'en termes de macro-concepts par les deux autres perspectives. Plutôt que d'établir une cartographie de la diffusion et de la dictature progressive du paradigme des technologies de l'information ou de la spécialisation souple, la perspective de la régulation pose la question de savoir comment les tendances émergeant dans l'économie globale (par exemple, les innovations sociales) sont produites puis "inscrites" dans les pratiques productives et les consciences politiques dans des lieux souvent très éloignés les uns des autres. Ce n'est qu'avec un intérêt accru pour les particularités des contextes historiques et culturels et une plus grande attention portée au "détail ethnographique" que nous pourrons traduire les notions abstraites de système, trajectoire et paradigme en des termes plus humainement concrets.

Parce que les régulationnistes, en accord avec des institutionnalistes comme Karl Polanyi, perçoivent le caractère purement fictif du statut de marchandise attribué au travail et au capital et parce qu'ils donnent un contenu social indéniable aux innovations techno-économiques, il est clair que nous nous dirigeons vers une conception de la détermination *mutuelle* entre les processus économiques et politiques. L'avenir du capitalisme est conçu comme étant relativement ouvert et les nouveaux impératifs techno-économiques moins stricts que dans les perspectives néo-schumpeterienne ou néo-smithienne. En fait, *les résistances stratégiques face aux nouvelles technologies et au marché pourraient bien s'avérer essentielles à l'amarrage d'une nouvelle période de croissance stable.* Par conséquent, il n'est pas surprenant que les régulationnistes ne se voient pas pressés de baptiser la nouvelle ère de développement capitaliste; cette ère en est encore à se construire. Alors que les perspectives néo-schumpeterienne et néo-smithienne tendent à concevoir le paradigme des technologies de l'information et la spécialisation souple comme des modèles généralisés et *prêts-à-porter* pour l'ère du post-fordisme, la perspective de la régulation, elle, considère que l'on n'a pas encore terminé d'écrire le nouveau livre des règles de la vie capitaliste, qu'il y a encore beaucoup de place pour de nombreux autres coauteurs.

Mark J. ELAM
University of Linköping

Résumé

Ce texte tente de démêler l'écheveau que constitue le débat sur le post-fordisme, un débat qui s'inscrit dans un questionnement plus large sur l'avenir du capitalisme et qui resurgit de manière particulièrement virulente dans les périodes de crise et de transition. Trois perspectives d'analyse du post-fordisme sont identitifiées et analysées ici, chacune rattachée à une tradition précise de l'économie politique classique et, de de fait, insistant sur différentes forces guides du capitalisme. Ces trois interprétations de la présente phase du capitalisme

manifestent le désaccord sur la signification du post-fordisme: s'agit-il d'un dépassement du fordisme ou renvoie-t-il à la formation d'initiatives stratégiques et à un tournant historique?

Mots-clés: post-fordisme, crises, transition, capitalisme, économie politique.

Summary

This paper is an attempt to unravel the post-Fordist debate. This recurrent debate about the future of capitalism intensities during periods of crisis and transition. Three different perspectives on post-Fordism are identified and explored, each one evolving out of a particular tradition within classical political economy and stressing different driving forces in the historical development of capitalism. An underlying theme within the paper is the existence of significantly contrasting views about the *openness* of the new phase of capitalist development: disagreement over whether post-Fordism is primarily about the inevitable diffusion of a new and pervasive disciplining of labour or the formation of strategic initiatives and the making of history.

Key-words: post-Fordism, crisis, transition, capitalism, political economy

Resumen

Este texto se propone desentrañar la trama del debate sobre el posfordismo, debate que se inscribe dentro de una polémica más amplia acerca del futuro del capitalismo. Dicha polémica emerge con particular encono durante los períodos de crisis y de transición. Son analizadas tres visiones del posfordismo: cada una de ellas, alimentándose de una determinada tradición de la economía política clásica, enfatiza fuerzas motrices diferentes en el desarrollo histórico del capitalismo. La fase actual del desarrollo capitalista da lugar a interpretaciones muy distintas. En efecto, no existe un acuerdo sobre el significado del posfordismo. ¿ Se trata acaso de una superación del fordismo o bien significa la formación de iniciativas estratégicas y de un viraje histórico ?

Palabras claves: posfordismo, crisis, transición, capitalismo, economía política.